



**Décret n°361-2019/PM Fixant les Attributions du
Ministre de la Santé et l'organisation de l'administration
centrale de son Département**

Octobre 2019

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE
Honneur – Fraternité – Justice

PREMIER MINISTERE

Visas :

D.G.T.L.E.J.O

D.G.B.

362-2019

B.O.M

C.F

Décret / P.M fixant les attributions du Ministre de la Santé et l'organisation de l'administration centrale de son Département

LE PREMIER MINISTRE ;

Sur rapport du Ministre de la Santé ;

- ❖ **Vu la constitution du 20 juillet 1991, révisée en 2006, 2012 et 2017 ;**
- ❖ **Vu le décret n° 157-2007 du 06 septembre 2007, relatif au Conseil des Ministres et aux attributions du Premier Ministre et des Ministres ;**
- ❖ **Vu le décret n° 334-2019 du 03 août 2019, portant nomination du Premier Ministre ;**
- ❖ **Vu le décret n° 337-2019 du 08 août 2019, portant nomination des membres du gouvernement ;**
- ❖ **Vu le décret n° 075-93 du 06 juin 1993, fixant les conditions d'organisation des administrations centrales et définissant les modalités de gestion et de suivi des structures administratives ;**
- ❖ **Vu le décret n° 088-2015 du 12 mars 2015, fixant les attributions du Ministre de la Santé et l'organisation de l'administration centrale de son Département.**

DECRETE :

Article Premier : En application des dispositions du décret n° 075-93 du 06 juin 1993, fixant les conditions d'organisation des administrations centrales et définissant les modalités de gestion et de suivi des structures administratives, le présent décret a pour objet de définir les attributions du Ministre de la Santé et l'organisation de l'administration centrale de son Département.

Article 2 : Le Ministre de la Santé a pour mission générale, l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de la politique du gouvernement dans le domaine de la santé.

Dans ce cadre, il assure :

- L'harmonisation des orientations et la coordination des actions qui concourent à l'amélioration de la santé de la population Mauritanienne ;
- la conception et la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de promotion, de prévention et de prise en charge des maladies ;
- la conception et la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de normalisation, d'approvisionnement, de stockage, de distribution et d'accès géographique et financier aux produits pharmaceutiques essentiels ;
- la conception et la mise en œuvre de la politique de formation et de mise à niveau du personnel de santé ;
- la conception et la mise en œuvre de la législation et de la réglementation relatives aux professions de santé ;
- l'orientation des ressources publiques de santé en vue de faciliter leur meilleure allocation, leur utilisation efficiente et leur suivi efficace.

Le Ministre de la Santé est chargé de suivre la politique et la réglementation sanitaire internationale auxquelles la Mauritanie adhère, de définir en concertation avec les autres départements, les options de coopération dans le domaine de la santé et de veiller au respect des engagements en la matière.

Il agit aussi, en collaboration avec les autres départements concernés, en vue de promouvoir la santé des populations. Il veille au bon fonctionnement des services et structures publiques et privées qui concourent à la préservation et l'amélioration de la santé du citoyen.

Article 3 : Le Ministre de la Santé exerce les pouvoirs de tutelle ou de suivi à l'égard des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés d'économie mixte, et autres organismes, intervenant dans le secteur de la Santé, dans les conditions prévues par les lois et règlements.

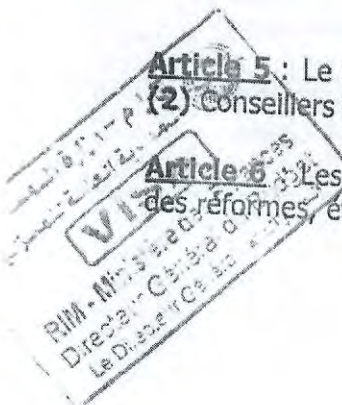
Article 4 : L'Administration centrale du Ministère de la Santé comprend :

- le Cabinet du Ministre ;
- le Secrétariat Général ;
- l'Inspection Interne ;
- les Directions Générales ;
- la Cellule de Planification et de Coopération ;
- la Cellule Sectorielle en charge du Processus de Passation des Marchés.

I – Le Cabinet du Ministre

Article 5 : Le Cabinet du Ministre comprend quatre (4) Chargés de mission, deux (2) Conseillers techniques, une (1) Inspection interne et le Secrétariat particulier.

Article 6 : Les chargés de mission, placés sous l'autorité du Ministre, sont chargés des réformes, études ou missions que leur confie le Ministre.



Article 7 : Les Conseillers Techniques sont placés sous l'autorité directe du Ministre. Ils élaborent des études, notes d'avis et propositions sur les dossiers ou missions que leur confie le Ministre.

Ils se spécialisent respectivement et en principe, conformément aux indications ci-après :

- Un Conseiller Technique Chargé des questions juridiques et ayant pour attributions d'examiner les projets d'actes Législatifs et réglementaires ainsi que les projets de conventions préparés par les Directions, en collaboration étroite avec la Direction Générale de la Législation, de la Traduction et de l'Édition du Journal Officiel ;
- Un conseiller technique chargé de l'orientation et de la coordination des questions de communication et de donner un avis spécialisé en matière de communication.

Article 8 : La *Cellule de la Planification et de la Coopération*, est chargée sous l'autorité du ministre :

- de conduire le processus de planification depuis l'élaboration de la Politique Nationale de Santé et du Plan National de développement sanitaire jusqu'à l'obtention de plans d'actions annuels pour chaque Moughataa, chaque Wilaya, chaque établissement public et chaque entité centrale du Ministère de la santé ;
- d'appuyer et d'accompagner techniquement toute structure administrative ou technique exprimant le besoin d'appui technique pour mener son processus de planification ;
- de piloter la programmation budgétaire annuelle, en particulier l'élaboration du budget annuel, sur la base du plan d'action annuel et en concertation avec les différentes entités centrales ;
- de piloter le processus de suivi de la mise en œuvre du plan d'action en collaboration avec les différentes directions générales chacune en ce qui la concerne ;
- de coordonner l'aide publique au développement qu'elle soit bilatérale ou multilatérale, et à ce titre, piloter et coordonner les missions de coopération technique venant ou partant de la Mauritanie.

La Cellule de la Planification et de la Coopération est dirigée par un Coordinateur ayant rang de conseiller technique et comprend un pool de trois (3) experts dont la nomination et les avantages seront précisés par arrêté du Ministre de la santé.

Article 9 : La *Cellule Sectorielle chargée du Processus de Passation des Marchés*, est chargée sous l'autorité du Ministre :

- d'élaborer, en liaison avec les Directions et établissements concernés, en particulier la Direction des Infrastructures, de la Maintenance et du Matériel et

RIM - Ministère des Finances
Directeur Général du Budget
Le Directeur Général

la Direction des Affaires Financières, les dossiers d'appels d'offres pour la passation des différents marchés dont le Cabinet est l'autorité contractante et mener tout le processus des marchés jusqu'à la signature et l'approbation du marché, et ce en conformité avec les textes législatifs et réglementaires en vigueur en la matière ;

- d'assurer un appui technique et un accompagnement des différentes personnes responsables des marchés publics et commissions des marchés des différentes entités relevant du Département tout au long de leur processus de passation des marchés ;
- de suivre l'exécution des contrats en collaboration avec l'institution bénéficiaire, la Direction des Affaires Financières et la Direction des Infrastructures, de la Maintenance et du Matériel ;
- de gérer l'archivage sous différentes formes de toute la documentation relative à la passation des marchés.

La Cellule sectorielle chargée du Processus de Passation des Marchés est dirigée par un Coordinateur ayant rang de conseiller technique et comprend un pool de trois (3) experts dont la nomination et les avantages seront précisés par arrêté du Ministre de la santé.

Article 10 : L'Inspection Interne est chargée, sous l'autorité du ministre, des missions de l'inspection interne, telles que définies à l'article 06 du décret n° 075-93 du 06 juin 1993.

Dans ce cadre, elle a notamment pour attributions :

- de vérifier l'efficacité de la gestion des activités de l'ensemble des services du Département et des organismes sous tutelle et leur conformité aux lois et règlements en vigueur ainsi qu'à la politique et aux programmes d'actions prévus dans les différents secteurs relevant du Département ;
- d'évaluer les résultats effectivement acquis, analyser les écarts par rapport aux prévisions et suggérer les mesures de redressement nécessaires ;
- de veiller au respect des textes législatifs et réglementaires régissant les activités médicales et pharmaceutiques.

Elle rend compte au Ministre des irrégularités constatées.

L'Inspection Interne est dirigée par un Inspecteur général qui a rang de conseiller technique du Ministre. Il est assisté par neuf (9) inspecteurs qui ont rang de Directeur de l'Administration centrale chargés respectivement des missions suivantes :

- l'Inspection Médicale : trois (03) Inspecteurs ;
- l'Inspection de la Pharmacie et du Médicament : trois (03) Inspecteurs ;
- l'Inspection Administrative et Financière : trois (03) Inspecteurs.

Article 11 : Le *Secrétariat particulier* du Ministre gère les affaires réservées du Ministre.

Le Secrétariat particulier est dirigé par un Secrétaire particulier nommé par arrêté du Ministre, ayant rang de chef de service.

II – Le Secrétariat Général

Article 12 : Le *Secrétariat Général* veille à l'application des décisions prises par le Ministre. Il est chargé de la coordination des activités de l'ensemble des services du Département. Il est dirigé par un Secrétaire Général.

Le Secrétariat Général comprend :

- Secrétaire général ;
- Services rattachés au Secrétaire Général.

1– Le Secrétaire Général



Article 13 : Le Secrétaire Général a pour mission, sous l'autorité et par délégation du Ministre, d'exécuter les tâches définies à l'article 09 du décret n° 075-93 du 06 juin 1993, et notamment :

- l'animation, la coordination et le contrôle de l'ensemble des activités du Département ;
- le suivi administratif des dossiers et des relations avec les services extérieurs ;
- l'élaboration du budget du Département et le contrôle de son exécution ;
- la gestion des ressources humaines, financières et matérielles affectées au Département.

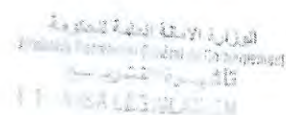
2 - Les Services rattachés au Secrétaire Général

Article 14 : Sont rattachés au Secrétaire Général :

- Service de la Documentation et de la Traduction ;
- Service du Secrétariat Central, de l'Informatique et de l'Accueil du Public ;

Article 15 : Le *Service de la Documentation et de la Traduction* est chargé de l'archivage et du classement de l'ensemble des documents politiques, stratégiques et réglementaires du Département et de la traduction de tous les documents ou actes utiles au Département.

Il comprend deux (2) divisions



- Division de la Documentation ;
- Division de la Traduction.

Article 16 : Le *Service du Secrétariat Central, de l'Informatique et de l'Accueil du Public* est chargé :

- de la réception, l'enregistrement, la ventilation et l'expédition du courrier arrivée et départ du Département ;
- de la saisie informatique, la reprographie et l'archivage des documents ;
- de la gestion et de la maintenance du réseau informatique du Département ;
- de l'accueil, de l'information et de l'orientation du public.

Il comprend deux (2) divisions :

- Division de l'Informatique ;
- Division de l'Accueil Public ;

III – Les Directions Générales

Article 17 : Les Directions Générales du Ministère de la Santé sont :

1. Direction Générale de la Santé ;
2. Direction Générale des Ressources ;
3. Direction Générale de la Régulation, de l'Organisation et de la Qualité des Services et des Soins.

1- La Direction Générale de la Santé (DGS)

Article 18 : La *Direction Générale de la Santé* est chargée :

- d'élaborer et mettre en œuvre les différentes stratégies de promotion, de prévention et de prise en charge des principaux problèmes de santé conformément aux orientations de la politique nationale de santé, aux niveaux communautaire, primaire, secondaire et tertiaire ;
- d'élaborer et mettre en œuvre la politique nationale de développement de la nutrition en collaboration avec les Départements ministériels et institutions concernés ;
- de développer une participation communautaire aux niveaux communautaire, primaire et intermédiaire permettant une implication effective des populations dans la gestion de leur santé ;
- de piloter et coordonner la supervision par niveau permettant un suivi de la mise en œuvre de l'action sectorielle, un renforcement continu des compétences et la mise en œuvre de mesures correctives ;
- de coordonner et suivre la recherche opérationnelle et la recherche appliquée dans les différents domaines de la santé publique ;

- d'élaborer et suivre la stratégie de Santé scolaire et universitaire, en collaboration avec les ministères en charge de l'Education, de l'Enseignement Secondaire et de l'Enseignement Supérieur.

La **Direction Générale de la Santé** est dirigée par un Directeur Général et comprend quatre (4) Directions :

- A. Direction de la Santé de la Mère et de l'Enfant ;
- B. Direction des Maladies Transmissibles ;
- C. Direction des Maladies Non Transmissibles ;
- D. Direction de l'Information Stratégique et de la Surveillance Epidémiologique.

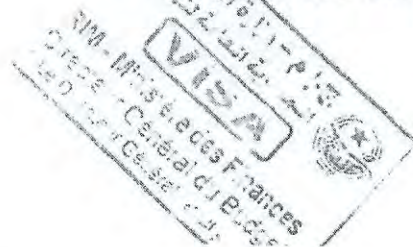
A. La Direction de la Santé de la Mère et de l'Enfant (DSME)

Article 19 : La **Direction de la Santé de la Mère et de l'Enfant** est chargée :

- d'élaborer et mettre en œuvre les différentes stratégies de promotion, de prévention et de prise en charge des principaux problèmes de santé de la mère et de l'enfant conformément aux orientations de la politique nationale de santé, en particulier aux niveaux communautaire, primaire, secondaire et tertiaire ;
- d'élaborer et mettre en œuvre la politique nationale de développement de la nutrition en collaboration avec les Départements ministériels et institutions concernés ;
- de développer une participation communautaire aux niveaux communautaire, primaire et intermédiaire permettant une implication effective des populations dans la gestion de leur santé ;
- de piloter et coordonner la supervision par niveau – avec implication et accompagnement des superviseurs directs régionaux ou de la Moughataa – permettant un suivi de la mise en œuvre de l'action sectorielle, un renforcement continu des compétences et la mise en œuvre de mesures correctives en matière de santé de la mère et de l'enfant ;
- de coordonner et suivre la recherche opérationnelle et la recherche appliquée en lien avec la santé de la mère et de l'enfant ;
- d'élaborer et suivre la stratégie de Santé scolaire et universitaire, en collaboration avec les ministères en charge de l'Education, de l'Enseignement Secondaire et de l'Enseignement Supérieur ;
- de coordonner et suivre les Directions Régionales de la Santé.

La **Direction de la Santé de la Mère et de l'Enfant** est dirigée par un Directeur et comprend quatre (4) services :

- Service de la Santé Maternelle, Néonatale, Infantile et des Adolescents ;
- Service de Développement de la Nutrition ;
- Service du Programme élargi de Vaccination ;
- Service de la Prise en charge Intégrée des Maladies de l'Enfant (PCIME) ;



Article 20 : Le *Service de la Santé Maternelle, Néonatale, Infantile et des Adolescents* est chargé :

- de piloter l'élaboration de la stratégie nationale en matière de Santé maternelle, néonatale, infantile et des adolescents et appuyer l'élaboration des plans opérationnels y afférents par niveau ;
- de définir les normes et procédures en matière de Santé maternelle, néonatale, infantile et des adolescents ;
- de normaliser et accompagner le renforcement des compétences des différents acteurs, gouvernementaux et non gouvernementaux intervenant dans la Santé maternelle, néonatale, infantile et des adolescents en étroite collaboration avec les services de la Direction des Ressources Humaines ;
- d'assurer le suivi et la supervision de l'ensemble des activités et des services de santé maternelle, néonatale, infantile et des adolescents y compris le suivi de la gestion des approvisionnements et des stocks des intrants essentiels à la santé maternelle, néonatale, infantile et des adolescents ;
- d'assurer la surveillance et le suivi de la mortalité et de la morbidité maternelle, néonatale, infantile et des adolescents en étroite collaboration avec la Direction de la surveillance épidémiologique et du Service National de l'Information Sanitaire ;
- d'assurer la coordination des acteurs intervenant dans le domaine de la Santé maternelle, néonatale, infantile et des adolescents.

Il comprend deux (2) divisions :

- Division de la Santé Maternelle et Néo-natale ;
- Division de la Santé des Enfants et des Adolescents.

Article 21 : Le *Service de Développement de la Nutrition* est chargé :

- de piloter l'élaboration de la stratégie nationale en matière de développement de la nutrition et appuyer l'élaboration des plans opérationnels y afférents par niveau ;
- de définir les normes et procédures en matière de développement de la nutrition ;
- de normaliser et accompagner le renforcement des compétences des différents acteurs, gouvernementaux et non gouvernementaux intervenant dans le développement de la nutrition en étroite collaboration avec les services de la Direction des Ressources Humaines ;
- d'assurer le suivi et la supervision de l'ensemble des activités et des services de développement de la nutrition y compris le suivi, la gestion des approvisionnements et des stocks des intrants essentiels au développement de la nutrition ;
- d'assurer la surveillance et le suivi de la situation nutritionnelle des populations, en particulier les enfants et les mères, en étroite collaboration avec la Direction de l'Information Stratégique et de la Surveillance Epidémiologique et du Service National de l'Information Sanitaire ;

- d'assurer la coordination des acteurs intervenant dans le domaine du développement de la nutrition.

Il comprend deux (2) divisions :

- Division de la Normalisation et de l'Orientation Stratégique ;
- Division de la Surveillance et de Suivi de la Situation Nutritionnelle.

Article 22 : Le *Service du Programme élargi de Vaccination* est chargé :

- de piloter l'élaboration de la stratégie nationale en matière de vaccination et appuyer l'élaboration des plans opérationnels y afférents par niveau ;
- de définir les normes et procédures en matière de vaccination ;
- de normaliser et accompagner le renforcement des compétences des différents acteurs, gouvernementaux et non gouvernementaux intervenant en faveur du Programme élargi de vaccination en étroite collaboration avec les services de la Direction des Ressources Humaines ;
- d'assurer le suivi et la supervision de l'ensemble des activités et des services du Programme élargi de vaccination y compris le suivi de la gestion des approvisionnements et des stocks des intrants essentiels à la vaccination ;
- d'assurer la surveillance et le suivi de la situation des maladies évitables par la vaccination au sein de la population, en particulier les enfants et les mères, en étroite collaboration avec la Direction de l'Information Stratégique et de la Surveillance Epidémiologique et du Service National de l'Information Sanitaire ;
- d'assurer la coordination des acteurs intervenant en faveur du Programme élargi de vaccination.

Il comprend deux (2) divisions :

- Division de Suivi de la Gestion des Approvisionnements et des Stocks de la Vaccination ;
- Division de la Coordination des Acteurs Intervenant en Faveur du Programme Élargi de la Vaccination.

Article 23 : Le *Service de la prise en charge Intégrée des Maladies de l'Enfant* est chargé :

- de piloter l'élaboration de la stratégie nationale en matière de Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant et appuyer l'élaboration des plans opérationnels y afférents par niveau ;
- de définir les normes et procédures en matière de la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant ;
- de normaliser et accompagner le renforcement des compétences des différents acteurs, gouvernementaux et non gouvernementaux intervenant en faveur de la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant en étroite collaboration avec les services de la Direction des Ressources Humaines ;
- d'assurer le suivi et la supervision de l'ensemble des activités et des services de la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant y compris le suivi de la

- gestion des approvisionnements et des stocks des intrants essentiels de la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant ;
- d'assurer la surveillance et le suivi de la situation des maladies du nourrisson et de l'enfant, en étroite collaboration avec la Direction de l'Information Stratégique et de la Surveillance Epidémiologique et du Service National de l'Information Sanitaire ;
- d'assurer la coordination des acteurs intervenant en faveur de la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant.

Il comprend deux (2) divisions :

- Division de Suivi de la Gestion des Approvisionnements et des Stocks de la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant ;
- Division de la Coordination des Acteurs Intervenant en faveur de la Prise en charge Intégrée des Maladies de l'Enfant.

B. LA Direction des Maladies Transmissibles (DMT)

Article 24 : La *Direction des Maladies Transmissibles* est chargée :

- d'élaborer et mettre en œuvre les différentes stratégies de promotion, de prévention et de prise en charge des maladies transmissibles conformément aux orientations de la politique nationale de santé, en particulier aux niveaux communautaire, primaire, secondaire et tertiaire ;
- de piloter et coordonner la supervision par niveau – avec implication et accompagnement des superviseurs directs régionaux ou de la Moughataa – permettant un suivi de la mise en œuvre de l'action sectorielle, un renforcement continu des compétences et la mise en œuvre de mesures correctives en matière de lutte contre les maladies transmissibles ;
- de coordonner et suivre la recherche opérationnelle et la recherche appliquée en lien avec la lutte contre les maladies transmissibles.

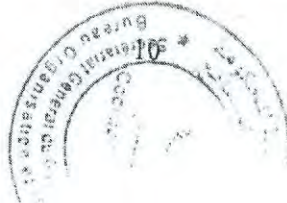
La *Direction des Maladies Transmissibles* est dirigée par un Directeur et comprend quatre (4) services :

- Service de Lutte contre le Sida, les Hépatites et les Infections Sexuellement Transmissibles ;
- Service de lutte contre le Paludisme ;
- Service de lutte contre la Tuberculose et la Lèpre ;
- Service de lutte contre la cécité et les maladies tropicales négligées.

Article 25 : Le *Service de Lutte contre le Sida, les Hépatites et les Infections Sexuellement Transmissibles* est chargé :

- de piloter l'élaboration de la stratégie nationale en matière de lutte contre le Sida, les Hépatites et les Infections sexuellement transmissibles et appuyer l'élaboration des plans opérationnels y afférents par niveau ;

Ministère de la Santé
Direction des Maladies Transmissibles
Le Directeur Général de Santé



III VISA LEGISLATION

- de définir les normes et procédures en matière de lutte contre le Sida, les Hépatites et les Infections sexuellement transmissibles ;
- de normaliser et accompagner le renforcement des compétences des différents acteurs, gouvernementaux et non gouvernementaux intervenant dans la lutte contre le Sida, les Hépatites et les Infections sexuellement transmissibles en étroite collaboration avec les services de la Direction des Ressources Humaines ;
- d'assurer le suivi et la supervision de l'ensemble des activités et des services de lutte contre le Sida, les Hépatites et les Infections sexuellement transmissibles y compris le suivi de la gestion des approvisionnements et des stocks des intrants essentiels à la Lutte contre le Sida, les Hépatites et les Infections sexuellement transmissibles ;
- d'assurer la surveillance et le suivi de la situation du Sida, des Hépatites et des Infections sexuellement transmissibles en étroite collaboration avec la Direction de l'Information Stratégique et de la Surveillance Epidémiologique et du Service National de l'Information Sanitaire ;
- d'assurer la coordination des acteurs intervenant dans la lutte contre le Sida, les Hépatites et les Infections sexuellement transmissibles.

Il comprend deux (2) divisions :

- Division de la lutte contre les IST et le Sida ;
- Division de la lutte contre les Hépatites.

Article 26 : Le *Service de lutte contre le Paludisme* est chargé :

- de piloter l'élaboration de la stratégie nationale en matière de lutte contre le Paludisme et appuyer l'élaboration des plans opérationnels y afférents par niveau ;
- de définir les normes et procédures en matière de lutte contre le Paludisme ;
- de normaliser et accompagner le renforcement des compétences des différents acteurs, gouvernementaux et non gouvernementaux intervenant dans la lutte contre le Paludisme en étroite collaboration avec les services de la Direction des Ressources Humaines ;
- d'assurer le suivi et la supervision de l'ensemble des activités et des services de lutte contre le Paludisme y compris le suivi, la gestion des approvisionnements et des stocks des intrants essentiels à la Lutte contre le Paludisme ;
- d'assurer la surveillance et le suivi de la situation du Paludisme en étroite collaboration avec la Direction de l'Information Stratégique et de la Surveillance Epidémiologique et du Service National de l'Information Sanitaire ;
- d'assurer la coordination des acteurs intervenant dans la lutte contre le Paludisme.

Il comprend deux (2) divisions :



- Division du Suivi de la Gestion des Approvisionnements et des Stocks des Intrants en matière de la Lutte contre le Paludisme ;
- Division de la coordination des Acteurs Intervenant dans la lutte contre le Paludisme.

Article 27 : Le *Service de lutte contre la Tuberculose et la Lèpre* est chargé :

- de piloter l'élaboration de la stratégie nationale en matière de lutte contre la Tuberculose et la lèpre et appuyer l'élaboration des plans opérationnels y afférents par niveau ;
- de définir les normes et procédures en matière de lutte contre la Tuberculose et la lèpre ;
- de normaliser et accompagner le renforcement des compétences des différents acteurs, gouvernementaux et non gouvernementaux intervenant dans la lutte contre la Tuberculose et la lèpre en étroite collaboration avec les services de la Direction des Ressources Humaines ;
- d'assurer le suivi et la supervision de l'ensemble des activités et des services de lutte contre la Tuberculose et la lèpre y compris le suivi de la gestion des approvisionnements et des stocks des intrants essentiels à la Lutte contre la Tuberculose et la lèpre ;
- d'assurer la surveillance et le suivi de la situation de la Tuberculose et la lèpre en étroite collaboration avec la Direction de l'Information Stratégique et de la Surveillance Epidémiologique et du Service National de l'Information Sanitaire ;
- d'assurer la coordination des acteurs intervenant dans la lutte contre la Tuberculose et la lèpre.

Il comprend deux (2) divisions :

- Division de Suivi de la Gestion des Approvisionnements et des Stocks des Intrants en matière de Lutte contre la Tuberculose et la Lèpre ;
- Division de la Coordination des Acteurs Intervenant dans la lutte contre la Tuberculose et la Lèpre.

Article 28 : Le *Service de lutte contre la Cécité et les Maladies Tropicales Négligées* est chargé :

- de piloter l'élaboration de la stratégie nationale en matière de lutte contre la cécité et les autres maladies transmissibles et appuyer l'élaboration des plans opérationnels y afférents par niveau ;
- de définir les normes et procédures en matière de lutte contre la cécité et les autres maladies transmissibles ;
- de normaliser et accompagner le renforcement des compétences des différents acteurs, gouvernementaux et non gouvernementaux intervenant dans la lutte contre la cécité et les autres maladies transmissibles en étroite collaboration avec les services de la Direction des Ressources Humaines ;
- d'assurer le suivi et la supervision de l'ensemble des activités et des services de lutte contre la cécité et les autres maladies transmissibles y compris le

- suivi, la gestion des approvisionnements et des stocks des intrants essentiels à la Lutte contre la cécité et les autres maladies transmissibles ;
- d'assurer la surveillance et le suivi de la situation de la cécité et les autres maladies transmissibles en étroite collaboration avec la Direction de l'Information Stratégique et de la Surveillance Epidémiologique et du Service National de l'Information Sanitaire ;
- d'assurer la coordination des acteurs intervenant dans la lutte contre la cécité et les autres maladies transmissibles.

Il comprend deux (2) divisions :

- Division du Suivi de la Gestion des Approvisionnements et des Stocks des Intrants en matière de la Lutte contre la Cécité et les autres Maladies Transmissibles ;
- Division de la Coordination des Acteurs Intervenant dans la lutte contre la Cécité et les autres Maladies Transmissibles.

C. La Direction des Maladies Non Transmissibles (DMNT)

Article 29 : La *Direction des Maladies Non Transmissibles* est chargée :

- d'élaborer et mettre en œuvre les différentes stratégies de promotion, de prévention et de prise en charge des maladies non transmissibles et leurs facteurs de risques modifiables – notamment les maladies cardiovasculaires, le cancer, les maladies génétiques, le diabète, l'obésité, les maladies mentales, les affections buccodentaires, les traumatismes et les affections respiratoires chroniques – et ce, conformément aux orientations de la politique nationale de santé, en particulier aux niveaux communautaire, primaire, secondaire et tertiaire ;
- de piloter et coordonner la supervision par niveau – avec implication et accompagnement des superviseurs directs régionaux ou de la Moughataa – permettant un suivi de la mise en œuvre de l'action sectorielle, un renforcement continu des compétences et la mise en œuvre de mesures correctives en matière de lutte contre les maladies non transmissibles ;
- de coordonner et suivre la recherche opérationnelle et la recherche appliquée en lien avec la lutte contre les maladies non transmissibles.

La *Direction des Maladies Non Transmissibles* est dirigée par un Directeur et comprend cinq (5) Services :

- Service de lutte contre les Maladies Cardio-Vasculaires ;
- Service de lutte contre les Cancers ;
- Service de la Santé Mentale ;
- Service de lutte contre les Traumatismes et les Accidents de la voie Publique ;
- Service de lutte contre le Diabète et les Affections Respiratoires Chroniques.

Article 30 : Le *Service de lutte contre les Maladies Cardio-Vasculaires* est chargé :

- de piloter l'élaboration de la stratégie nationale en matière de lutte contre les Maladies cardio-vasculaires et appuyer l'élaboration des plans opérationnels y afférents par niveau ;
- de définir les normes et procédures en matière de lutte contre les Maladies cardio-vasculaires ;
- de normaliser et accompagner le renforcement des compétences des différents acteurs, gouvernementaux et non gouvernementaux intervenant dans la lutte contre les Maladies cardio-vasculaires en étroite collaboration avec les services de la Direction des Ressources Humaines ;
- d'assurer le suivi et la supervision de l'ensemble des activités et des services de lutte contre les Maladies cardio-vasculaires y compris le suivi, la gestion des approvisionnements et des stocks des intrants essentiels à la lutte contre les maladies cardio-vasculaires ;
- d'assurer la surveillance et le suivi de la situation des Maladies cardio-vasculaires en étroite collaboration avec la Direction de l'Information Stratégique et de la Surveillance Epidémiologique et du Service National de l'Information Sanitaire ;
- d'assurer la coordination des acteurs intervenant dans la lutte contre les Maladies cardio-vasculaires.

Il comprend deux (2) divisions :

- Division de la Formation Continue et du Renforcement des Capacités en matière de lutte contre les Maladies Cardio-Vasculaires ;
- Division de la Coordination des Acteurs Intervenant dans la lutte contre les Maladies Cardio-Vasculaires.

Article 31 : Le *Service de lutte contre les Cancers* est chargé :

- de piloter l'élaboration de la stratégie nationale en matière de lutte contre les Cancers et appuyer l'élaboration des plans opérationnels y afférents par niveau ;
- de définir les normes et procédures en matière de lutte contre les Cancers ;
- de normaliser et accompagner le renforcement des compétences des différents acteurs, gouvernementaux et non gouvernementaux intervenant dans la lutte contre les Cancers en étroite collaboration avec les services de la Direction des Ressources Humaines ;
- d'assurer le suivi et la supervision de l'ensemble des activités et des services de lutte contre les Cancers y compris le suivi la gestion des approvisionnements et des stocks des intrants essentiels à la Lutte contre les cancers ;
- d'assurer la surveillance et le suivi de la situation des Cancers en étroite collaboration avec la Direction de l'Information Stratégique et de la Surveillance Epidémiologique et du Service National de l'Information Sanitaire ;

Ministère de la Santé
Le Directeur Général de Santé

- d'assurer la coordination des acteurs intervenant dans la lutte contre les Cancers.

Il comprend deux (2) divisions :

- Division de la Formation Continue et du Renforcement des Capacités en matière de Lutte contre les Cancers ;
- Division de la Coordination des Acteurs Intervenant dans la lutte contre les Cancers ;

Article 32 Le *Service de la Santé Mentale* est chargé :

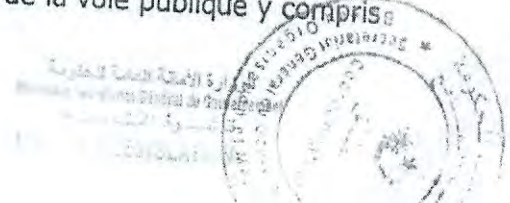
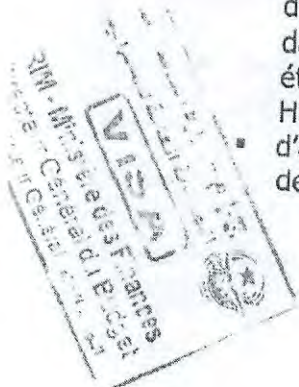
- de piloter l'élaboration de la stratégie nationale en matière de Santé Mentale et appuyer l'élaboration des plans opérationnels y afférents par niveau ;
- de définir les normes et procédures en matière de Santé Mentale ;
- de normaliser et accompagner le renforcement des compétences des différents acteurs, gouvernementaux et non gouvernementaux intervenant dans la Santé Mentale en étroite collaboration avec les services de la Direction des Ressources Humaines ;
- d'assurer le suivi et la supervision de l'ensemble des activités et des services de Santé Mentale y compris le suivi de la gestion des approvisionnements et des stocks des intrants essentiels à la Lutte contre la Santé Mentale ;
- d'assurer la surveillance et le suivi de la situation de la Santé Mentale en étroite collaboration avec la Direction de la surveillance épidémiologique et du Service National de l'Information Sanitaire ;
- d'assurer la coordination des acteurs intervenant dans la Santé Mentale.

Il comprend deux (2) divisions :

- Division de la Formation Continue et du Renforcement des Capacités en matière de Santé Mentale ;
- Division de la Coordination des Acteurs Intervenant dans la Santé Mentale.

Article 33 : Le *Service de lutte contre les Traumatismes et les Accidents de la Voie Publique*, est chargé :

- de piloter l'élaboration de la stratégie nationale en matière de lutte contre les traumatismes et les accidents de la voie publique et appuyer l'élaboration des plans opérationnels y afférents par niveau ;
- de définir les normes et procédures en matière de lutte contre les traumatismes et les accidents de la voie publique ;
- de normaliser et accompagner le renforcement des compétences des différents acteurs, gouvernementaux et non gouvernementaux intervenant dans la lutte contre les traumatismes et les accidents de la voie publique en étroite collaboration avec les services de la Direction des Ressources Humaines ;
- d'assurer le suivi et la supervision de l'ensemble des activités et des services de lutte contre les traumatismes et les accidents de la voie publique y compris



- le suivi de la gestion des approvisionnements et des stocks des intrants essentiels à la Lutte contre les traumatismes et les accidents de la voie publique ;
- d'assurer la surveillance et le suivi de la situation des traumatismes et des accidents de la voie publique en étroite collaboration avec la Direction de l'Information Stratégique et de la Surveillance Epidémiologique et du Service National de l'Information Sanitaire ;
- d'assurer la coordination des acteurs intervenant dans la lutte contre les traumatismes et les accidents de la voie publique.

Il comprend deux (2) divisions :

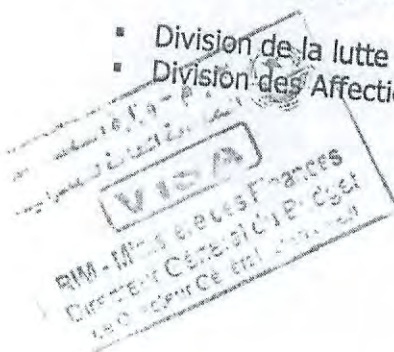
- Division de l'Information et du Suivi des cas de Traumatismes et d'Accidents de la Voie Publique ;
- Division de la Coordination des Acteurs Intervenant dans la lutte contre les Traumatismes et les Accidents de la Voie Publique.

Article 34 : Le *Service de lutte contre le Diabète et les Affections Respiratoires Chroniques* est chargé :

- de piloter l'élaboration de la stratégie nationale en matière de lutte contre le Diabète et les Affections respiratoires chroniques et appuyer l'élaboration des plans opérationnels y afférents par niveau ;
- de définir les normes et procédures en matière de lutte contre le Diabète et les Affections respiratoires chroniques ;
- de normaliser et accompagner le renforcement des compétences des différents acteurs, gouvernementaux et non gouvernementaux intervenant dans la lutte contre le Diabète et les Affections respiratoires chroniques en étroite collaboration avec les services de la Direction des Ressources Humaines ;
- d'assurer le suivi et la supervision de l'ensemble des activités et des services de lutte contre le Diabète et les Affections respiratoires chroniques y compris le suivi de la gestion des approvisionnements et des stocks des intrants essentiels à la Lutte contre le Diabète et les Affections respiratoires chroniques ;
- d'assurer la surveillance et le suivi de la situation du Diabète et des Affections respiratoires chroniques en étroite collaboration avec la Direction de l'Information Stratégique et de la Surveillance Epidémiologique et du Service National de l'Information Sanitaire ;
- d'assurer la coordination des acteurs intervenant dans la lutte contre le Diabète et les Affections respiratoires chroniques.

Il comprend deux (2) divisions :

- Division de la lutte contre le Diabète ;
- Division des Affections Respiratoires Chroniques.



D. La Direction de l'Information Stratégique et de la Surveillance Epidémiologique (DISSE)

Article 35 : La *Direction de l'Information Stratégique et de la Surveillance Epidémiologique* est chargée :

- de développer les outils et méthodes nécessaires à la collecte, à la synthèse et à l'analyse des données de routine ;
- de mettre en place et superviser la collecte, la synthèse et l'analyse des données de routine depuis le niveau communautaire jusqu'au niveau tertiaire ;
- de conduire la production d'annuaires statistiques périodiques intégrant l'ensemble de l'information stratégique ;
- de piloter et coordonner les études relatives à la planification, au suivi et à l'évaluation de la situation sanitaire nationale ;
- d'élaborer les bases de données, assurer leur mise à jour et leur diffusion ;
- de centraliser et analyser les données concernant les maladies à potentiel épidémique collectées sur l'ensemble du territoire national par les Directions Régionales de la Santé et les Formations sanitaires ;
- de détecter de manière précoce les épidémies grâce à sa fonction de veille sanitaire ;
- de piloter et coordonner les études relatives à la planification, au suivi et à l'évaluation de la situation sanitaire nationale ;
- d'organiser le suivi et l'évaluation des mesures de riposte entreprises par les services concernés dans le cadre de la lutte contre les épidémies ;
- de surveiller la situation épidémiologique des maladies à potentiel épidémique et des maladies objet de mesures spécifiques d'éradication ou de contrôle ;
- d'organiser et coordonner la préparation et la riposte aux épidémies ;
- d'appliquer la réglementation sanitaire internationale et jouer le rôle de point focal national du Règlement Sanitaire International ;
- de Suivre la mise en œuvre de la nouvelle réglementation sanitaire internationale.

La *Direction de l'Information Stratégique et de la Surveillance Epidémiologique* est dirigée par un Directeur et comprend trois (3) Services :

- Service du Système National d'Information Sanitaire ;
- Service de Suivi de la Situation Sanitaire Nationale ;
- Service de la Préparation et de la Réponse aux Epidémies.

Article 36 : Le *Service du Système National d'Information Sanitaire* est chargé :

- de développer les outils et méthodes nécessaires à la collecte, à la synthèse et à l'analyse des données de routine ;
- de mettre en place et superviser la collecte, la synthèse et l'analyse des données de routine depuis le niveau communautaire jusqu'au niveau tertiaire ;
- de conduire la production d'annuaires statistiques périodiques intégrant l'ensemble de l'information stratégique ;

- d'élaborer les bases de données et assurer leur mise à jour et leur diffusion.

Il comprend deux (2) divisions :

- Division de la Collecte et de l'Analyse de Données de Routine ;
- Division de la Production d'Annuaire Statistiques Périodiques.

Article 37 : Le *Service de Suivi de la Situation Sanitaire Nationale* est chargé :

- de piloter et coordonner les études relatives à la planification, au suivi et à l'évaluation de la situation sanitaire nationale ;
- de centraliser et analyser les données concernant les maladies à potentiel épidémique collectées sur l'ensemble du territoire national par les Directions Régionales de la Santé et les Formations sanitaires ;
- de surveiller la situation épidémiologique des maladies à potentiel épidémique et des maladies objet de mesures spécifiques d'éradication ou de contrôle ;
- de détecter de manière précoce les épidémies grâce à sa fonction de veille sanitaire en étroite collaboration avec le service de la préparation et de la réponse aux épidémies.

Il comprend deux (2) divisions :

- Division des Etudes et Recherches en matière de Santé ;
- Division du Suivi et de la Diffusion de la Situation Sanitaire Nationale.

Article 38 : Le *Service de la Préparation et de la Réponse aux Epidémies* est chargé :

- d'organiser et coordonner la préparation et la riposte aux épidémies ;
- d'organiser le suivi et l'évaluation des mesures de riposte entreprises par les services concernés dans le cadre de la lutte contre les épidémies ;
- d'appliquer la réglementation sanitaire internationale et jouer le rôle de point focal national du Règlement Sanitaire International ;
- de suivre la mise en œuvre de la nouvelle réglementation sanitaire internationale.

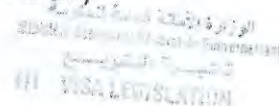
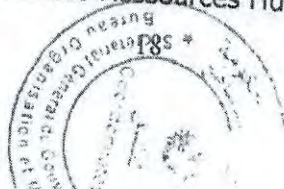
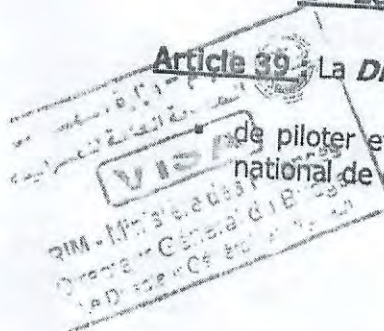
Il comprend deux (2) divisions :

- Division de la Préparation aux Epidémies ;
- Division de la Réponse aux Epidémies.

2 - La Direction Générale des Ressources (DGR)

Article 39 : La *Direction Générale des Ressources* est chargée :

de piloter et assurer le suivi et la coordination de la mise en œuvre du Plan national de développement des Ressources Humaines pour la Santé ;



- d'élaborer et coordonner le suivi de l'exécution du budget général du département, en collaboration avec les Directions techniques du Ministère ;
- de coordonner l'approche du fonds commun en collaboration avec les partenaires techniques et financiers ;
- de piloter la mise en œuvre de la politique de financement de la santé ;
- de mettre en place des directives et exigences sectorielles en matière de gestion financière y compris l'automatisation à tous les niveaux ;
- de coordonner les intervenants de la commande publique du secteur ;
- d'élaborer les mécanismes de gestion et de sauvegarde du Patrimoine du Secteur ;
- d'élaborer et suivre la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de maintenance du Secteur ;
- d'élaborer et formaliser la mise à jours d'un inventaire géo-référencé des équipements du Secteur ;
- d'élaborer les rapports financiers périodiques du Secteur ;

La **Direction Générale des Ressources** est dirigée par un Directeur Général et comprend trois (3) Directions :

- A. Direction des Ressources Humaines ;
- B. Direction des Affaires Financières ;
- C. Direction des Infrastructures, de la Maintenance et du Matériel.

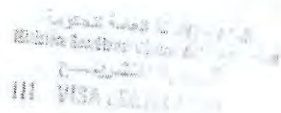
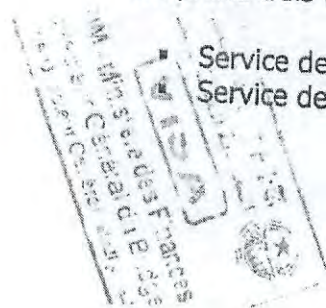
A. La Direction des Ressources Humaines (DRH)

Article 40 : La **Direction des Ressources Humaines** est chargée :

- d'élaborer les normes en personnel des différents types de formations sanitaires aussi bien publiques que privées ;
- d'élaborer et piloter la mise en œuvre du Plan national de développement des Ressources Humaines et assurer le suivi de son plan de formation, de sa stratégie de motivation et de son plan de carrière ;
- d'assurer la gestion prévisionnelle des Ressources Humaines pour la santé et le suivi des fonctionnaires et agents du département ;
- de définir et mettre en application les différents statuts du personnel de la Santé en concertation avec les acteurs du secteur privé et des syndicats et associations professionnels ;
- de veiller à l'application de critères objectifs et équitables d'affectation du personnel ;
- de mettre en place la gestion et le suivi d'un archivage électronique des documents en lien avec les Ressources Humaines.

La **Direction des Ressources Humaines** est dirigée par un Directeur et comprend trois (3) services :

- Service de la Gestion du Personnel et du Suivi de la Carrière ;
- Service de la Programmation et des Normes ;



- Service de la Formation et des Stages.

Article 41 : Le *Service de la Gestion du Personnel et du Suivi de la Carrière* est chargé :

- d'assurer la gestion prévisionnelle des Ressources Humaines pour la santé et le suivi des fonctionnaires et agents du département ;
- de redéployer le personnel selon les besoins des structures, conformément aux normes ;
- de veiller à l'application de critères objectifs et équitables d'affectation du personnel ;
- d'élaborer, mettre en œuvre et assurer le suivi du plan de carrière ;
- de veiller à la conservation des dossiers et archives ayant trait à la carrière du personnel.

Il comprend deux (2) divisions :

- Division de la Gestion du Personnel ;
- Division du Suivi de la Carrière.

Article 42 : Le *Service de la Programmation et des Normes* est chargé :

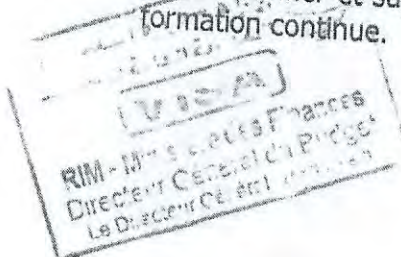
- d'élaborer les normes en personnel des différents types de formations sanitaires aussi bien publiques que privées ;
- d'élaborer et piloter la mise en œuvre du Plan national de développement des Ressources Humaines ;
- de définir et mettre en application les différents statuts du personnel de la Santé en concertation avec les acteurs du secteur privé et des syndicats et associations professionnels ;
- d'élaborer, mettre en place et suivre une base de données relative au personnel du département à des fins d'évaluation, de planification et de formation.

Il comprend deux (2) divisions :

- Division de la Programmation ;
- Division des Normes.

Article 43 : Le *Service de la Formation et des Stages* est chargé :

- d'identifier les besoins des différents services en matière de formation ;
- d'élaborer et assurer le suivi du plan de formation ;
- de veiller à l'adéquation entre les besoins de services et les demandes des personnels en matière de formation ;
- de coordonner et superviser l'organisation des stages, des recyclages et de la formation continue.



Il comprend deux (2) divisions :

- Division de la Formation ;
- Division des Stages.

B. La Direction des Affaires Financières (DAF)

Article 44 : La *Direction des Affaires Financières* est chargée :

- de consolider l'ensemble des dépenses de fonctionnement et d'investissement du secteur ;
- de coordonner la gestion financière des activités du Département de la Santé, financées sur le budget général de l'Etat et/ou sur financement extérieur ;
- de veiller à la bonne utilisation des ressources financières mises à la disposition du département ;
- de centraliser les informations permettant d'assurer un système de suivi et évaluation, orienté vers l'obtention de résultats ;
- de coordonner la procédure de la commande publique ;
- de mettre en place la gestion et le suivi d'un archivage électronique des documents financiers.

La *Direction des Affaires Financières* est dirigée par un Directeur et comprend trois (3) services :

- Service de la Comptabilité sur Financement Etat ;
- Service de la Comptabilité sur Financements Extérieurs ;
- Service du Suivi des Projets/Programme et du Contrôle de Gestion.

Article 45 : Le *Service de la Comptabilité sur Financement Etat* est chargé :

- de s'assurer de la conformité des engagements et de la liquidation des dépenses de fonctionnement et d'investissement du département, financées par le budget général de l'Etat ;
- de suivre l'utilisation des crédits, selon les procédures en vigueur ;
- de tenir une comptabilité matière et gérer la caisse des menues dépenses.

Article 46 : Le *Service de la Comptabilité sur Financements Extérieurs* est chargé :

- de s'assurer de la conformité des engagements et de la liquidation des dépenses de fonctionnement et d'investissement du département, sur financement extérieur ;
- de suivre l'utilisation des crédits selon les procédures convenus avec les bailleurs de fonds ;
- de tenir une comptabilité matière et gérer la caisse des menues dépenses.

Article 47 : Le *Service du Suivi des Projets/Programme et du Contrôle de Gestion* est chargé :

- de suivre l'état d'avancement de la mise en œuvre des projets et programmes du secteur ;
- de suivre les résultats obtenus et les progrès accomplis ;
- d'identifier et analyser les écarts entre le réalisé et le planifié ;
- d'élaborer et partager un rapport périodique sur le rythme de consommation des ressources avec le degré d'atteinte des indicateurs de processus.

Il comprend deux (2) divisions :

- Division du Suivi des Projets/Programmes ;
- Division du Contrôle et de Gestion.

C. La Direction des Infrastructures, de la Maintenance et du Matériel (DIMM)

Article 48 : La *Direction des Infrastructures, de la Maintenance et du Matériel* est chargée :

- d'établir les normes des infrastructures et des équipements ainsi que les plans architecturaux ;
- de participer à l'élaboration de la carte sanitaire avec les services concernés ;
- d'élaborer les plans de développement des infrastructures sanitaires et suivre leur mise en place ;
- de consolider les besoins des différentes structures du département en matière d'acquisition d'infrastructures, de matériel et d'équipements en conformité avec les normes ;
- de concevoir, suivre et contrôler la réalisation des travaux de construction et de réhabilitation de toutes les infrastructures sanitaires, conformément aux contrats signés avec les entrepreneurs, et en liaison avec les Directions et établissements concernés ;
- de gérer le Patrimoine du Département et tenir l'inventaire de ce patrimoine foncier et bâti, des équipements du département ;
- d'élaborer les spécifications techniques des mobiliers, des équipements biomédicaux, du matériel roulant et de communication, en concertation avec les Directions et établissements concernés ;
- d'élaborer et mettre en œuvre la stratégie nationale de maintenance.

La **Direction des Infrastructures, de la Maintenance et du Matériel** est dirigée par un Directeur et comprend trois (3) services :

- Service des Infrastructures ;
- Service des Equipements et du Matériel ;
- Service de la Maintenance.

Article 49 : Le **Service des Infrastructures** est chargé :

- d'établir les normes des infrastructures ainsi que les plans architecturaux ;
- d'élaborer les plans de développement des infrastructures sanitaires et suivre leur mise en place ;
- de consolider les besoins des différentes Wilayas, Moughataas ou structures du département en matière d'infrastructures en conformité avec les normes ;
- de concevoir, suivre et contrôler la réalisation des travaux de construction et de réhabilitation de toutes les infrastructures sanitaires, conformément aux contrats signés avec les entrepreneurs, et en liaison avec les Directions et établissements concernés ;
- de gérer et tenir l'inventaire du patrimoine foncier et bâti du Département ;
- de participer à l'élaboration de la carte sanitaire avec les services concernés.

Il comprend deux (2) divisions :

- Division des Normes des Infrastructures et des Plans Architecturaux ;
- Division de Contrôle et de la Réalisation des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures ;

Article 50 : Le **Service des Equipements et du Matériel** est chargé :

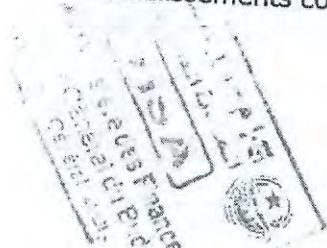
- d'établir les normes des équipements logistiques et biomédicaux ;
- de consolider les besoins des différentes structures du département en matière d'acquisition de matériel et d'équipements en conformité avec les normes ;
- de gérer le Patrimoine du Département, tenir son inventaire et suivre sa gestion ;
- d'élaborer les spécifications techniques des mobiliers, des équipements biomédicaux, du matériel roulant et de communication, en concertation avec les Directions et établissements concernés ;
- d'élaborer et mettre en œuvre la stratégie nationale de maintenance.

Il comprend deux (2) divisions :

- Division des Equipements ;
- Division du Matériel.

Article 51 : Le **Service de la Maintenance** est chargé :

- de participer à l'établissement des normes des infrastructures et des équipements ainsi que les plans architecturaux ;
- de participer à la réalisation de la base de données relatives à toutes les infrastructures, équipements et matériels ;
- de participer à l'élaboration des spécifications techniques des équipements biomédicaux et du matériel roulant en concertation avec les Directions et établissements concernés ;



MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DU BIEN-ÊTRE
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ
VISA LEGISLATION

- d'élaborer et assurer le suivi de la mise en œuvre de la stratégie nationale de maintenance ;
- de suivre la situation des équipements de l'ensemble des structures sanitaires publiques et de veiller à l'application des directives de maintenance par les établissements sanitaires.

Il comprend deux (2) divisions :

- Division des Normes en matière de Maintenance ;
- Division de l'Elaboration des Spécifications Techniques.

3 – La Direction Générale de la Régulation, de l'Organisation et de la Qualité des Services et des Soins (DGROOSS)

Article 52 : La *Direction Générale de la Régulation, de l'Organisation et de la Qualité des Services et des Soins* est chargée :

- de la régulation du secteur public hospitalier ;
- de l'enregistrement, de la tarification et du suivi des approvisionnements en médicaments et consommables ;
- de l'organisation de la qualité des soins à tous les niveaux ;
- de l'organisation et du suivi des laboratoires ;
- de la régulation des secteurs public et privé ;
- de l'hygiène alimentaire et de son inspection.

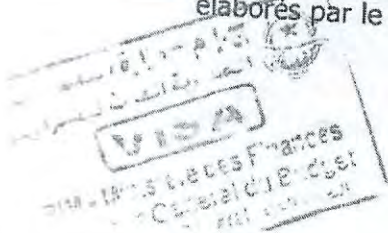
La *Direction Générale de la Régulation, de l'Organisation et de la Qualité des Services et des Soins* est dirigée par un Directeur Général et comprend cinq (5) Directions :

- A. Direction des Affaires Juridiques ;
- B. Direction de la Médecine Hospitalière ;
- C. Direction de la Pharmacie et des Laboratoires ;
- D. Direction de l'Hygiène Publique ;
- E. Direction de l'Organisation et de la Qualité des Soins.

A. La Direction des Affaires Juridiques (DAJ)

Article 53 : La *Direction des Affaires Juridiques* est chargée :

- d'examiner les projets des textes soumis par les directions et institutions relevant du Ministère ;
- d'émettre des avis juridiques aux directions et institutions relevant du Ministère ;
- de veiller à la production, la multiplication la diffusion et l'archivage des textes juridiques ayant trait aux obligations du Ministère ;
- de veiller à l'édition, en langue officielle de tous les actes administratifs élaborés par le Ministère.



La **Direction des Affaires Juridiques** est dirigée par un Directeur et comprend deux (2) Services :

- Service de la Réglementation ;
- Service de la Documentation et du Suivi.

Article 54 : Le **Service de la Réglementation** est chargé :

- d'examiner les projets des textes soumis par les directions et institutions relevant du Ministère ;
- d'émettre des avis juridiques aux directions et institutions relevant du Ministère.

Article 55 : Le **Service de la Documentation et du Suivi** est chargé :

- de veiller à la production, la multiplication, la diffusion et l'archivage des textes juridiques.

B. La Direction de la Médecine Hospitalière (DMH)

Article 56 : La **Direction de la Médecine Hospitalière** est chargée :

- de concevoir et mettre en œuvre la politique hospitalière nationale ;
- d'élaborer et mettre en œuvre la réforme hospitalière ;
- d'élaborer et veiller au respect de la réglementation et des normes hospitalières ;
- d'étudier et préparer les autorisations d'ouverture à titre privé des cliniques, des cabinets médico-chirurgicaux et des cabinets de soins infirmiers.
- d'assurer le suivi des activités des établissements hospitaliers publics et des structures privées de soins.

La **Direction de la Médecine Hospitalière** est dirigée par un Directeur et comprend deux (2) services :

- Service de la Réforme, des Normes du Suivi des Etablissements Hospitaliers Publics ;
- Service de la Régulation et du Suivi des Structures Privées de Soins.

Article 57 : Le **Service de la Réforme, des Normes du Suivi des Etablissements Hospitaliers Publics** est chargé :

- de définir et assurer le suivi des normes techniques des formations hospitalières ;
- d'élaborer la réglementation hospitalière et en assurer le suivi de la mise en œuvre ;
- de participer à l'élaboration de la carte sanitaire ;
- d'élaborer et assurer le suivi de la mise en œuvre de la réforme hospitalière ;

- d'assurer le suivi et la supervision de l'ensemble des établissements hospitaliers publics ;
- d'exploiter les rapports des conseils d'administration des établissements hospitaliers publics.

Il comprend deux (2) divisions :

- Division de la Réforme et des Normes ;
- Division du Suivi des Etablissements Hospitaliers Publics.

Article 58 : Le *Service de la Régulation et du Suivi des Structures Privées de Soins* est chargé :

- d'élaborer les normes techniques des formations privées de soins ;
- d'étudier les demandes d'autorisation d'exercice et d'ouverture des structures privées de soins ;
- de participer à l'élaboration de la carte sanitaire ;
- d'assurer la supervision de l'ensemble des structures privées de soins ;
- d'exploiter les rapports d'activités des structures privées de soins.

Il comprend deux (2) divisions :

- Division de la Régulation et du Suivi des Structures Médicales Privées ;
- Division de la Régulation et du Suivi des Structures Paramédicales Privées.

C. La Direction de la Pharmacie et des Laboratoires (DPL)

Article 59 : La *Direction de la Pharmacie et des Laboratoires* est chargée :

- d'initier et élaborer la législation et la réglementation pharmaceutiques en concertation avec le conseiller juridique ;
- de délivrer les autorisations de mise sur le marché des médicaments et suivre l'importation de médicaments ;
- de préparer les arrêtés fixant la vente des médicaments, en liaison avec les départements et les institutions concernés et ce, en concertation avec le conseiller juridique ;
- de mettre en œuvre les législations nationales et internationales en matière de lutte contre les stupéfiants et substances psychotropes, en concertation avec le conseiller juridique ;
- de tenir un recueil des données et statistiques de consommation des médicaments ;
- de préparer les autorisations d'exercice et d'ouverture des établissements pharmaceutiques et des laboratoires privés d'analyse ainsi que les autorisations de fabrication des médicaments.

La **Direction de la Pharmacie et des Laboratoires** est dirigée par un Directeur et comprend trois (3) services :

- Service de la Réglementation, de la Tarification et du Suivi des Approvisionnements ;
- Service du Suivi des Laboratoires, de la Pharmacovigilance et de la Promotion des Médicaments Traditionnels ;
- Service de l'Enregistrement des Médicaments.

Article 60 : Le **Service de la Réglementation, de la Tarification et du Suivi des Approvisionnements** est chargé :

- de préparer la législation et la réglementation pharmaceutiques en concertation avec le conseiller juridique ;
- de déterminer, en liaison avec les départements ministériels et institutions concernés, les prix et les marges autorisés pour les médicaments ;
- de veiller à l'approvisionnement régulier et suffisant en médicaments essentiels sur l'ensemble du territoire national ;
- d'assurer le suivi des importations et des stocks de l'ensemble des structures d'approvisionnement publiques et privées ;
- d'assurer la coordination entre les différentes structures d'approvisionnement.

Il comprend trois (3) divisions :

- Division de la Réglementation ;
- Division de la Tarification ;
- Division du Suivi des Approvisionnements.

Article 61 : Le **Service du Suivi des Laboratoires, de la Pharmacovigilance et de la Promotion des Médicaments Traditionnels** est chargé :

- d'élaborer la réglementation, l'organisation et le contrôle des laboratoires publics privés ;
- de définir les normes en matière d'implantation des laboratoires, de niveaux de prestations, d'équipements, de procédures, de sécurité et de réactifs ;
- d'étudier et donner un avis sur les demandes d'autorisation d'ouverture des laboratoires ;
- de superviser les activités des laboratoires et évaluer la qualité de leurs prestations ;
- de mettre en œuvre la pharmacovigilance et assurer l'information sur le médicament ;
- de promouvoir l'utilisation des médicaments traditionnels reconnus d'utilité prouvée sur la santé des populations.

Il comprend deux (2) divisions :

- Division du Suivi des Laboratoires et de la Pharmacovigilance ;
- Division de la Promotion des Médicaments Traditionnels.

Article 62 : Le *Service de l'Enregistrement des Médicaments* est chargé :

- d'initier les textes réglementant les autorisations de mise sur le marché des médicaments ;
- d'étudier et délivrer les autorisations de mise sur le marché des médicaments conformément aux textes en vigueur ;
- de contrôler en liaison, avec l'Inspection générale de la Santé, la détention, la commercialisation et l'utilisation des substances psychotropes et des stupéfiants ;
- d'assurer le secrétariat de la Commission nationale du médicament.

Il comprend deux (2) divisions :

- Division de la Réglementation et des Autorisations de mise sur le Marché des Médicaments ;
- Division du Contrôle, de la Détention, de la Commercialisation et l'Utilisation des Substances Psychotropes et des Stupéfiants.

D. La Direction de l'Hygiène Publique (DHP)

Article 63 : La *Direction de l'Hygiène Publique* est chargée :

- d'élaborer et assurer le suivi de la mise en œuvre de la politique de santé en matière d'hygiène publique ;
- d'élaborer et assurer l'application de la réglementation en matière d'hygiène ;
- de promouvoir les règles d'hygiène.

La *Direction de l'Hygiène Publique* est dirigée par un Directeur et comprend trois (3) services :

- Service de la Réglementation, des Normes, de la Coordination et du Suivi ;
- Service de l'Hygiène Alimentaire ;
- Service de l'Inspection et de la Promotion de l'Hygiène.

Article 64 : Le *Service de la Réglementation, des Normes, de la Coordination et du Suivi* est chargé :

- de l'appui technique aux collectivités territoriales décentralisées en matière d'hygiène et de salubrité de l'environnement ;
- de la réglementation des activités d'assainissement du milieu, en liaison avec les Ministères concernés ;
- de l'homologation des pesticides et des désinfectants utilisés en santé publique ;
- du contrôle et de la surveillance des polluants sur l'environnement, en liaison avec les Ministères concernés ;
- de l'élaboration des normes et projets de règlements en matière d'hygiène dans les habitations, lieux publics, établissements publics et privés (écoles,

hôpitaux, unités industrielles, etc.) et veiller à leur application en collaboration avec les unités décentralisées.

Il comprend trois (3) divisions :

- Division de la Réglementation et des Normes ;
- Division de la Coordination et du Suivi ;
- Division des Pesticides et Désinfectants Utilisés en Santé Publique.

Article 65 : Le *Service de l'Hygiène Alimentaire* est chargé :

- du contrôle sanitaire des industries alimentaires et polluantes en concertation avec les Départements ministériels concernés ;
- de l'homologation des technologies utilisées dans le traitement de l'eau de boisson ;
- de la certification des normes de qualité des eaux et du contrôle de leur respect, en liaison avec les Ministères concernés ;
- de la promotion de la qualité de l'eau dans les activités de soins de santé primaires ;
- du contrôle et de la surveillance de la qualité des eaux de boisson, de piscine et les rejets, en liaison avec les Ministères concernés ;
- du suivi des activités des laboratoires agréés pour le contrôle de la qualité de l'eau en liaison avec le Ministère chargé de l'eau.

Il comprend deux (2) divisions :

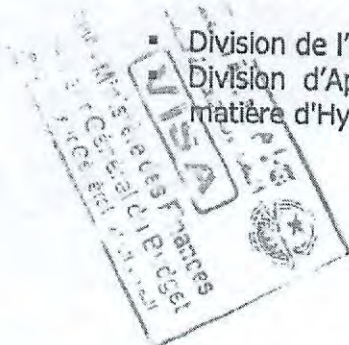
- Division du Contrôle Sanitaire des Industries Alimentaires ;
- Division de Suivi des Activités des Laboratoires agréés pour le Contrôle de la Qualité de l'Eau.

Article 66 : Le *Service de l'Inspection et de la Promotion de l'Hygiène* est chargé :

- de la définition des mesures d'hygiène individuelle et collective ;
- de la promotion de la salubrité de l'environnement en liaison avec les Ministères concernés et les services techniques compétents ;
- de l'appui technique aux collectivités territoriales décentralisées en matière d'hygiène et de salubrité de l'environnement ;
- de concevoir, vulgariser et diffuser les informations en matière d'hygiène en collaboration avec le Service de l'Education pour la Santé ;
- de la police d'hygiène.

Il comprend deux (2) divisions :

- Division de l'Inspection et de la Promotion de l'Hygiène ;
- Division d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales Décentralisées en matière d'Hygiène.



الوزارة العامة للصحة
Ministère Santé et Bien-être
تأشيرة التصريح
III VISA LEGISLATION

E. La Direction de l'Organisation et de la Qualité des Soins (DOQS)

Article 67 : La *Direction de l'Organisation et de la Qualité des Soins* est chargé :

- d'élaborer et diffuser les normes en matière d'organisation et de qualité des soins ;
- d'élaborer et diffuser les outils d'organisation des soins ;
- de développer et piloter la mise en œuvre d'un plan d'assurance qualité des soins ;
- de réviser et diffuser les outils de supervision par niveau ;
- de coordonner la supervision par niveau de l'ensemble des formations sanitaires.

La *Direction de l'Organisation et de la Qualité des Soins* est dirigée par un Directeur et comprend deux (2) services :

- Service des Normes et de la Qualité des Soins ;
- Service de la Supervision par Niveau.

Article 68 : Le *Service des Normes et de la Qualité des Soins* est chargé :

- d'élaborer et diffuser les normes en matière d'organisation et de qualité des soins ;
- d'élaborer et diffuser les outils d'organisation des soins ;
- de développer et piloter la mise en œuvre d'un plan d'assurance qualité des soins.

Il comprend deux (2) divisions :

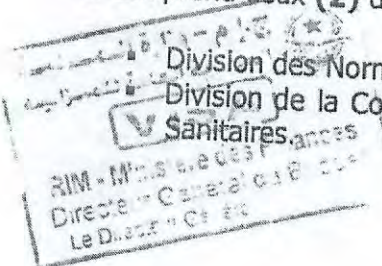
- Division des Normes en matière des Soins ;
- Division de la Qualité des Soins.

Article 69 : Le *Service de la Supervision par Niveau* est chargé :

- d'élaborer et diffuser les normes en matière de supervision par niveau ;
- de réviser et diffuser les outils de supervision par niveau ;
- de coordonner la supervision par niveau de l'ensemble des formations sanitaires.

Il comprend deux (2) divisions :

- Division des Normes et Outils de Supervision ;
- Division de la Coordination de la Supervision par Niveau dans les Formations Sanitaires.



VI – Dispositions Finales

Article 70 : Il est institué au sein du Ministère de la Santé un Conseil de direction chargé du suivi de l'état d'avancement des actions du Département.

Le Conseil de direction est présidé par le Ministre ou, par délégation, le Secrétaire Général. Il regroupe le secrétaire Général, les chargés de mission, le Conseiller technique, l'Inspecteur général, les directeurs généraux et les directeurs. Il se réunit tous les quinze jours.

Les premiers responsables des établissements et organismes sous tutelle participent aux travaux du Conseil de direction une fois par trimestre.

Article 71 Les dispositions du présent décret seront précisées, en tant que de besoin, par arrêté du Ministre de la Santé, notamment en ce qui concerne l'organisation des services en bureaux et sections.

Article 72 : l'organisation et le fonctionnement des Projets et Programmes de santé seront précisés par arrêté du Ministre de la Santé.

Article 73 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret, notamment le décret n° 088-2015 du 12 mars 2015, fixant les attributions du Ministre de la Santé et l'organisation de l'administration centrale de son département.

Article 74 : Le Ministre de la Santé est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

09 OCT 2019
Fait à Nouakchott, le.....

Ismail Ould Bedde Ould Cheikh Sidiya

Le Ministre de la Santé
Dr. Mohamed Nedhirou Hamed

Ampliations :

MSG/ PR	3
M/SGG	3
MS	10
DGLTEJO	3
IGE	3
A.N	3

